



## L'accueil en question : les localités urbaines et rurales face aux migrations (Localacc)

Projet financé par l'Institut Convergences Migrations

### **La ville d'Amadora au Portugal : entre marketing urbain et luttes antiracistes,**

Novembre 2021

Amandine Desille

Citer cet article : Desille A., « La ville d'Amadora au Portugal : entre marketing urbain et luttes antiracistes », Localacc Working Papers series, Institut Convergences Migrations, Novembre 2021, <https://www.icmigrations.cnrs.fr/recherche/les-projets/localacc-working-papers/>

## **La ville d'Amadora au Portugal : entre marketing urbain et luttes antiracistes**

Amandine Desille, chercheuse postdoctorale, Passages, UMR CNRS-Université de Bordeaux Montaigne-Ensapbx

[amandine.desille@cnrs.fr](mailto:amandine.desille@cnrs.fr)

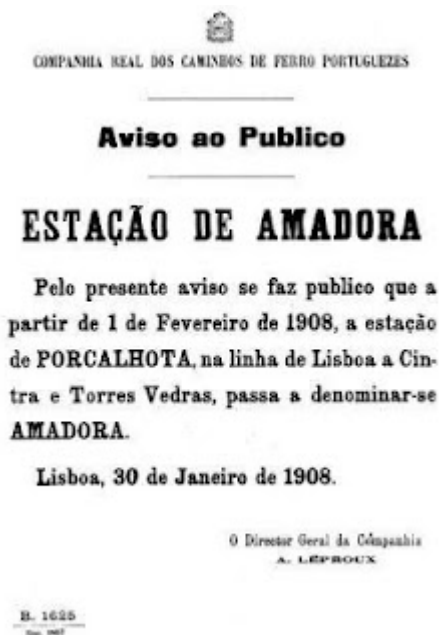
### **Résumé**

Amadora est une ville de la métropole de Lisbonne au Portugal, et la troisième ville d'installation de personnes immigrées du pays. La municipalité d'Amadora jouit d'une réputation bien différente à l'échelle européenne par rapport à l'échelle nationale. Ainsi, au niveau européen, les autorités sont très actives et participent à plusieurs réseaux européens de villes ciblant des questions liées à l'accueil des personnes migrantes (Réseau des Villes Interculturelles, et URBACT). Pourtant au Portugal, Amadora est une ville associée aux problèmes de racisme et de violences policières. Cette ambivalence pose question. Comment expliquer ces deux réputations opposées ? *Ces engagements européens sont-ils la marque d'une réelle volonté de lutter contre le racisme ? Ou plutôt une politique publique symbolique, masquant les effets structurels du racisme hérité de la période coloniale au Portugal ? Plus largement, je souhaite comprendre la politique d'accueil de cette ville péri-urbaine pauvre, et les gains d'une participation à des réseaux européens.* Afin de répondre à ces questions, je propose de partir d'un document officiel rédigé par des acteurs.trices municipaux.ales : le Plan Municipal d'Intégration des Immigrés (PMII). J'analyse le contenu de ce document, ainsi que des entretiens menés avec les partenaires inclus.e.s dans la rédaction et la mise en œuvre du plan. Ce Working Paper présente les conclusions préliminaires de cette analyse. J'avance que la participation d'Amadora à des réseaux de villes ne permet pas de dépasser les inégalités vécues par les habitant.e.s racisé.e.s, leur manque de représentation, ou encore le tabou colonial. Cette participation semble plutôt liée au développement d'une nouvelle image de la ville.

## La ville d'Amadora au Portugal : entre marketing urbain et luttes antiracistes

### Introduction

La ville d'Amadora est une ville périurbaine de la région métropolitaine de Lisbonne, reliée à la capitale par le train, une ligne de métro ainsi qu'un réseau routier dense. Établie en 1908 sur les terres du village de Porcalhota (voir image 1), et administrée par le conseil d'Oeiras, sa croissance est corollaire à celle de Lisbonne. Dans les années 1940, elle compte déjà 9700 habitant.e.s, résidant principalement autour de la gare. Mais c'est en 1957, lors de l'électrification de la ligne ferroviaire Lisbonne-Sintra, que la croissance démographique explose. Amadora compte 45 000 habitant.e.s en 1960, et 110 000 en 1970<sup>1</sup>.



La révolution des œillets du 25 avril 1974 met fin à plus de quatre décennies de dictature, et aux guerres coloniales. Jusque-là un pays essentiellement d'émigration, le Portugal accueille en quelques mois des centaines de milliers de "rapatrié.e.s" portugaise.s, mais aussi des réfugié.e.s et migrant.e.s de ses anciens espaces coloniaux. La région métropolitaine de Lisbonne s'impose comme principal espace d'accueil, et parmi les villes qui la composent, Amadora. Sa croissance démographique est telle qu'en 1979, elle obtient le statut de ville et se détache du conseil municipal d'Oeiras. Devant l'insuffisance de logements, beaucoup construisent des maisons de

fortune (*barracas* en portugais) : en 1993, Amadora compte 5000 habitations dites informelles. Ces dernières sont réparties dans 35 quartiers, et logent 20 000 habitant.e.s, soit 12% de la population d'Amadora (Conseil Municipal d'Amadora, 2007)<sup>2</sup>. En 2016, 178 169 personnes résident à Amadora, dont 9,02% (16 078) d'étranger.e.s de 99 nationalités<sup>3</sup>. Si l'on compte les résident.e.s né.e.s à l'étranger, les chiffres s'élèvent à plus de 17%, et comprennent en grande majorité des personnes noires<sup>4</sup>. Malgré l'immigration, d'après le dernier recensement de 2011<sup>5</sup>, la ville connaît un ralentissement démographique dû aux relogements d'ancien.ne.s habitant.e.s des quartiers de *barracas* dans d'autres villes de la métropole lisboète, au coût élevé du logement et au vieillissement de la population.

La ville reste toutefois un terrain fécond pour les chercheur.e.s en sciences sociales. De nombreux travaux sont produits chaque année, notamment sur le tissu urbain et le logement, les migrations internationales, la production culturelle de personnes migrantes

<sup>1</sup> Nunes, J. P. S. (2012). Crescimento urbano e experiência suburbana em Lisboa-o caso da Amadora (1960-1974). *Crítica e Sociedade*, 2(2), 1-21.

<sup>2</sup> Marques, B. P., & Carvalho, R. (2010). Local development initiatives in metropolitan areas' suburban municipalities: a comparative case-study between Amadora (Lisbon-PT) and Diadema (São Paulo-BR). In *Atas do 16.º Congresso da APDR* (pp. 1053-1083). APDR-Associação Portuguesa para o Desenvolvimento Regional.

<sup>3</sup> Câmara Municipal de Amadora (2015). Plano Municipal de Integração de Imigrantes.

<sup>4</sup> Câmara Municipal de Amadora (2015). Op. Cit.

<sup>5</sup> En mai 2021, j'ai rencontré la responsable du recensement de 2021 à Amadora. Il semble que la tendance aux départs se soient encore accentuées avec la crise sanitaire liée au COVID-19.

établies à Amadora, les espaces de sociabilités comme les jardins urbains<sup>6</sup>, ou encore sur les violences policières subies par les habitant.e.s racisé.e.s. En effet, de nombreux quartiers informels d'Amadora, comme Bairro Estrela D'África, Santa Filomena, Bairro 6 de Maio et Reboleira ont été la cible du Programme Spécial de Relogement (*Programa Especial de Realojamento* ou PER en portugais, instauré par le décret n. 163/93 du 7 mai 1993). Ce programme est aujourd'hui perçu comme un projet de "délogement" participant d'une "hygiénisation" de l'image de la ville<sup>7</sup>. Au moment de l'écriture de cet article, seuls trois quartiers auto-construits subsistent, dont celui de Alto da Cova da Moura. Il se distingue très tôt des autres quartiers de *barracas* par sa taille, son tissu commercial et associatif, et ses infrastructures et équipements socio-culturels<sup>8</sup>. Le quartier accueille chaque année les processions du Kola San Jon, le Kola M Festival, mais aussi de nombreuses œuvres d'art de la rue. Des habitant.e.s de ce quartier ont aussi subi les violences policières les plus importantes connues au Portugal, celles du 5 février 2015, au poste de police d'Alfragide. Quatre ans plus tard neuf policiers ont été incriminés<sup>9</sup>.

La municipalité d'Amadora jouit d'une réputation bien différente à l'échelle européenne par rapport à l'échelle nationale. Ainsi, au niveau européen, les autorités sont très actives, au même titre que les plus grandes villes de Lisbonne et Braga. Amadora peut en effet être considérée comme une "ville nodale", selon la typologie établie par Thomas Lacroix, coordinateur du programme Localacc. La municipalité est membre de plusieurs réseaux européens de villes ciblant des questions liées à l'accueil des personnes migrantes. Elle est membre du Réseau des Villes Interculturelles, et a aussi dirigé deux programmes URBACT : *Arrival Cities* (2015-2018), et *Rumourless Cities* (2018-2021). Un guide d'accueil a été rédigé à la suite d'Arrival cities alors que Rumourless cities consiste en l'élaboration d'une campagne de communication essentiellement numérique, sous forme de vidéos, visant à valoriser les talents et atouts de personnes ayant vécu une expérience migratoire ou de leurs enfants. La mairie, mais aussi les associations, jouissent d'un rayonnement européen et international, connues pour leurs "bonnes pratiques" en matière d'accueil. Pourtant au Portugal, Amadora est une ville associée aux problèmes de racisme et de violences policières.

Cette ambivalence pose question. Comment expliquer ces deux réputations opposées ? *Ces engagements européens sont-ils la marque d'une réelle volonté de lutter contre le racisme ? Ou plutôt une politique publique symbolique, masquant les effets structurels du racisme hérité de la période coloniale au Portugal ? Plus largement, je souhaite comprendre la politique d'accueil de cette ville péri-urbaine pauvre, et les gains d'une participation à des réseaux européens.* Afin de répondre à ces questions, je propose de partir d'un document officiel rédigé par des acteurs.trices municipaux.ales : le Plan Municipal d'Intégration des Immigrés (PMII). Ce document, établi puis publié en 2015, 2018 et 2021, recense toutes les

<sup>6</sup> Varela, P. M. F. (2015). *Novas raízes na cidade: sociabilidades nas hortas urbanas de cabo-verdianos na Amadora* (Doctoral dissertation).

<sup>7</sup> Alves, A. R. (2019). "Para eles, nós não somos humanos!": habitação, território e a monitorização de violências racializadas em Portugal. *Revista Direito e Práxis*, 10, 2068-2096.

<sup>8</sup> Varela, P., Raposo, O., & Ferro, L. (2018). Redes de sociabilidade, identidades e trocas geracionais: da "Cova da Música" ao circuito musical africano da Amadora. *Sociologia, Problemas e Práticas*, (86), 109-132.

<sup>9</sup> Raposo, O., Alves, A. R., Varela, P., & Roldão, C. (2019). Negro drama. Racismo, segregação e violência policial nas periferias de Lisboa. *Revista Crítica de Ciências Sociais*, (119), 5-28 ; Raposo, O., & Varela, P. (2017). Faces do racismo nas periferias de Lisboa. Uma reflexão sobre a segregação e a violência policial na Cova da Moura. In *Portugal, território de territórios. Atas do IX Congresso Português de Sociologia* (p. COM0245). Associação Portuguesa de Sociologia.

activités liées à l'accueil coordonnées par la mairie, et réalisées en majorité par les partenaires associatifs. Mais il reprend également les recommandations issues du programme URBACT. Sa rédaction et sa mise en oeuvre sont financées par le Fond Social Européen, via le Haut-Commissariat aux Migrations (*Alto Comissário para as Migrações* ou ACM en portugais)<sup>10</sup>. En ce sens, le document articule des discours émanant des institutions européennes, des réseaux de villes, du gouvernement portugais, de la mairie et des acteurs.trices des associations. Les entretiens réalisés avec des personnes investies dans l'accueil de personnes immigrées visent à éclairer le processus de rédaction et de mise en oeuvre du PMII.

#### **Encadré 1 : méthodologie de l'enquête**

L'enquête s'est déroulée à Amadora au Portugal, d'avril 2021 à aujourd'hui. Elle vise à répondre à la question suivante : Dans quelle mesure l'analyse de pratiques et discours liés aux migrations de villes « nodales » (telle que la ville d'Amadora) permet de révéler à la fois les idées acquises localement, notamment dans un contexte postcolonial, et celles acquises lors de la circulation de concepts dans les réseaux dans lesquels la ville s'inscrit ?

Pour ce faire, la recherche est divisée en trois axes, ayant chacun un objectif spécifique et un mix de méthodes :

Axe 1 : Les actrices et acteurs des villes et réseaux de villes face à un état centralisateur

Objectif : Recensement des réseaux d'initiatives d'accueil à Amadora ; leurs généalogies et développements

Méthode : Analyse de la politique d'accueil (via le PMII), des documents officiels de ces réseaux, et entretien avec des acteurs.trices clés (au moment de l'écriture de ce WP, des entretiens ont été menés avec une personne à la mairie, 7 représentant.e.s d'associations, 4 chercheur.e.s et deux coordinatrices de réseaux européens)

Axe 2 : Une enquête centrée sur une ville secondaire mais aussi "nodale", soit à la croisée de différents réseaux de mobilisation - afin de déhiérarchiser la production scientifique

Objectif : Esquisse d'un "tableau" plus complexe des situations urbaines d'accueil observées à Amadora, de celles impulsées par des réseaux, la municipalité ainsi que des mobilisations locales

Méthode : Reportage sensible, composé d'archives, de visualisation plus récentes de la ville, d'extraits de discours et de leur analyse (au moment de l'écriture du WP, des images d'archives et des images de cette année ont été recollectées et/ou produites)

Axe 3 : Une approche décoloniale qui repose sur un examen critique des stratégies sémantiques et discursives des actrices et acteurs de la ville

Objectif : Inscription de la recherche à Amadora aux questions plus larges posées par Localacc ; et analyse décoloniale de la circulation des idées et des discours

Méthode : Analyse des documents collectés pour les axes 1 et 2, et comparaison avec la littérature européenne

Avant d'aborder plus précisément la teneur de ce texte, un court état de l'art me permet de présenter les hypothèses émises en amont de la recherche. Dans un deuxième temps, je reviens sur l'histoire migratoire d'Amadora. Son inscription dans des ensembles migratoires

<sup>10</sup> Le Haut Commissariat pour l'immigration et les minorités ethniques a été créé en janvier 1996. Son nom et ses fonctions ont évolué au fur et à mesure des politiques gouvernementales. Aujourd'hui, il se nomme Haut Commissariat pour les Migrations, et inclut des missions allant de la promotion du Portugal comme destination, jusqu'au renforcement du lien avec les communautés portugaises de la diaspora.

plus grands se reflète, comme je le décris dans la troisième partie, dans la participation à des réseaux translocaux. Dans un quatrième temps, je montre l'importance que revêt la localisation d'Amadora à la périphérie de Lisbonne, ainsi que sa marginalisation socio-culturo-économique (qui en fait une périphérie sociale). En effet, les villes participant à des réseaux d'accueil sont rarement des villes périphériques. A cet égard, le cas d'Amadora est intéressant. Enfin, j'avance que la participation d'Amadora à ces réseaux ne permet pas de dépasser les inégalités vécues par les habitant.e.s racisé.e.s, leur manque de représentation, ou encore le tabou colonial. Cette participation semble plutôt liée au développement d'une nouvelle image de la ville.

### **Réseaux de villes et villes nodales, quelques hypothèses préliminaires**

La participation de municipalités à des réseaux de villes intéresse le monde de la recherche depuis déjà deux décennies. Leitner au début des années 2000 montre déjà la capacité de ces acteurs.trices municipaux.ales, réuni.e.s en réseaux, à influencer la gouvernance européenne des migrations et de l'accueil<sup>11</sup>. Sans toutefois s'attarder sur leur fonctionnement, d'autres chercheurs comme Jorgensen ont montré que la participation d'une ville à un de ces réseaux européens a pu avoir un impact positif sur le développement d'une politique urbaine plus ouverte à l'hétérogénéité de sa population<sup>12</sup>. L'après 2015 signe un renouveau des études sur les réseaux de villes transnationaux. Oomen s'appuie sur l'étude de 20 réseaux travaillant sur l'accueil et l'intégration de réfugié.e.s et migrant.e.s, pour montrer que ces derniers ont un rôle pratique, symbolique et générateur de normes, et facilitent le développement de discours plus pluralistes que les discours restrictifs qui se renforcent au niveau national<sup>13</sup>. Ces résultats sont renforcés par l'étude menée par Lacroix de 60 réseaux à l'échelle mondiale. Si ces organisations datent souvent d'avant 2015, c'est bien la crise institutionnelle qui a fait suite au pic d'arrivées de demandeurs.ses d'asile en Europe qui a renforcé leurs activités, dont les membres sont piégés entre des responsabilités d'accueil élargies pour les autorités locales, et une gestion de la migration de plus en plus sécuritaire<sup>14</sup>. Le Portugal ne s'illustrant pas particulièrement par une politique restrictive, ou par des discours anti-migrant.e.s (le seul parti d'extrême droite, Chega, n'ayant que très peu d'électeurs.trices), *on peut se demander si la participation de Lisbonne, Braga ou Amadora à plusieurs réseaux de villes est liée au besoin de développer une contre-rhétorique*. Cela dit, il est possible que la circulation de concepts tels que l'interculturalité ou la diversité au travers de ces réseaux, et de méthodologies de travail associées, va amener à une convergence des discours.

Les études menées à partir de villes<sup>15</sup>, plutôt qu'à partir des réseaux eux-mêmes, montrent que la participation à ces derniers contribue au renforcement du discours selon lequel les

<sup>11</sup> Leitner, H. (2004). The politics of scale and networks of spatial connectivity: Transnational interurban networks and the rescaling of political governance in Europe. *Scale and geographic inquiry: Nature, society, and method*, 236-255.

<sup>12</sup> Jorgensen, M. B. (2012). The diverging logics of integration policy making at national and city level. *International Migration Review*, 46(1), 244-278.

<sup>13</sup> Oomen, B. (2020). Decoupling and teaming up: The rise and proliferation of transnational municipal networks in the field of migration. *International Migration Review*, 54(3), 913-939.

<sup>14</sup> Lacroix, T. (2021). Migration-related city networks: a global overview. *Local Government Studies*, 1-21.

<sup>15</sup> Payre, R. (2010). The importance of being connected. City networks and urban government: Lyon and Eurocities (1990–2005). *International journal of urban and regional research*, 34(2), 260-280 ; Downing, J. (2015). European influence on diversity policy frames: paradoxical outcomes of Lyon's membership of the

villes sont le lieu pragmatique de l'intégration de personnes migrantes, et donc le lieu où la crise doit être abordée<sup>16</sup>. Mais là encore, le Portugal est un pays relativement centralisé d'une part, et n'a pas été un territoire d'arrivées massives entre 2015 et 2016 d'autre part. Les analyses de Caponio, à partir de la participation de la ville italienne de Turin, semblent donc plus pertinentes pour le cas portugais : elle affirme que les réseaux de villes transnationaux ont plutôt une fonction symbolique, notamment pour *former une nouvelle identité de la ville et légitimer la politique locale d'intégration des immigré.e.s*<sup>17</sup>. Cette affirmation conforte des travaux que j'ai pu mener sur les villes périphériques israéliennes, et la marchandisation de la diversité à des fins symboliques<sup>18</sup>. L'accent est souvent mis sur des actions de communication qui impactent plus l'imaginaire de la ville que ses infrastructures.

*Les réseaux fournissent aussi des ressources financières aux municipalités membres*<sup>19</sup> : dans le cas portugais, ou dans celui d'autres pays périphériques européens, cela pourrait être une motivation importante pour y adhérer. Amadora en particulier, comme je vais le décrire plus bas, est une ville périphérique pauvre, sans cesse à la recherche de fonds pour déployer son action publique.

Au-delà des motivations de ces villes pour adhérer à un réseau (ou plus), se pose la question de *comment les acteurs.trices de ces réseaux commencent un travail commun*. Caponio s'appuie par exemple sur des analyses d'acteurs.trices qui lui permettent de montrer l'importance que revêtent les relations personnelles<sup>20</sup>. Cela peut aussi signifier le retrait ou la "passivité"<sup>21</sup> de certaines villes membres à certains moments. Dans le cas d'Amadora, se baser sur une analyse similaire aide à comprendre d'une part les raisons pour lesquelles le PMII repose sur autant d'acteurs.trices associatif.ve.s ; mais aussi les raisons pour lesquelles Amadora a réussi à diriger deux réseaux URBACT, malgré sa situation périphérique.

## **Immigration et accueil à Amadora (région métropolitaine de Lisbonne)**

Le peuplement de la localité d'Amadora, et de la région métropolitaine de Lisbonne plus largement, est fortement lié à l'histoire migratoire et coloniale du Portugal. En effet, à titre d'exemple, le quartier Alto Cova da Moura se situe sur des terrains délaissés par des propriétaires émigrés au Brésil, et aujourd'hui habités par des personnes portugaises, rapatriées après 1974 d'Angola ou du Mozambique, ou immigrées du Cap Vert, de Guinée... Elles y côtoient des personnes d'Europe de l'Est ou d'Asie du Sud venues pour le travail. Plusieurs acteurs.trices loca.les.ux présent.e.s dans ce quartier d'auto-constructions

Intercultural Cities programme. *Ethnic and Racial Studies*, 38(9), 1557-1572 ; Fourot, A. C., Healy, A., & Flamant, A. (2021). French participation in transnational migration networks: understanding city (dis) involvement and "passivism". *Local Government Studies*, 1-23.

<sup>16</sup> Gebhardt, D., & Güntner, S. (2021). 'We as leaders of major European cities'—how Eurocities works to influence EU migration and integration policies. *Local Government Studies*, 1-19.

<sup>17</sup> Caponio, T. (2018). Immigrant integration beyond national policies? Italian cities' participation in European city networks. *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 44(12), 2053-2069.

<sup>18</sup> Desille, A., & Morvan, Y. (2018). Kiryat Gat en crise d'image: High-tech et mal-développement en Israël. *EchoGéo*, (43) ; Desille, A. (2019). Le paradoxe de la diversité: développement économique et stratification sociale dans les villes de développement en Israël. *SociologieS*.

<sup>19</sup> Payre, R. (2010). Op. Cit.

<sup>20</sup> Caponio, T., & Clément, A. (2021). Making sense of trajectories of participation in European city networks on migration: insights from the cases of Turin (Italy) and Saint-Etienne (France). *Local Government Studies*, 1-20.

<sup>21</sup> Fourot, A. C., Healy, A., & Flamant, A. (2021). Op. Cit.

assistent aussi la mairie à accueillir des personnes réfugiées à la suite du programme européen de réinstallation.

Au total, près de 3% du total de la population étrangère vivant au Portugal sont installés à Amadora, après Lisbonne et Sintra. Les personnes nées à l'étranger à Amadora proviennent majoritairement d'Afrique. Elles sont arrivées dans les années 1970, où plus tard dans le cadre de la réunification familiale. Les principaux pays d'origine sont, dans l'ordre d'importance, le Cap Vert, le Brésil, la Guinée-Bissau, l'Angola, São Tomé e Príncipe, la Roumanie et l'Ukraine<sup>22</sup>. Les personnes ayant migré de Chine, d'Inde et du Pakistan sont de plus en plus nombreuses ces dernières années, mais représentent moins de 7% des personnes étrangères d'Amadora<sup>23</sup>. En tout, 17% de la population d'Amadora est née à l'étranger, la moitié ayant acquis la citoyenneté portugaise. De nombreuses familles résidant à Amadora sont composées à la fois de citoyen.ne.s portugais.e.s et d'étranger.ère.s.

### Encadré 2 : migrations au Portugal

Depuis les années 1970, et le processus de décolonisation qui suit, le Portugal n'est plus un pays d'émigration<sup>24</sup>, mais est aussi un pays d'immigration. Ces flux proviennent d'abord de ses anciennes colonies<sup>25</sup>. Il s'agit des rapatrié.e.s portugais.es : on estime que 450 000 à 800 000 "retornados.as" d'Angola et du Mozambique sont arrivé.e.s dans les mois qui ont suivi le 25 avril 1974, soit 5% de la population à l'époque<sup>26</sup>. Selon Guichard, 11% de ces colons blancs sont originaires de la région métropolitaine de Lisbonne. Cependant, 35% des rapatrié.e.s, souvent originaires d'autres régions du Portugal, s'installent dans la ville et ses banlieues.

Avec les rapatrié.e.s viennent des réfugié.e.s, notamment du Timor en 1974, ainsi que des Indien.ne.s du Mozambique, puis celles et ceux fuyant les guerres civiles et la famine en Angola et au Mozambique<sup>27</sup>.

Après 1975, les personnes des ex-colonies africaines s'installant au Portugal sont catégorisées comme travailleur.euse.s migrant.e.s. L'industrialisation et l'essor de la construction civile dans les années 1980 attirent des travailleur.eu.e.s du Cap Vert, de Guinée-Bissau, d'Angola et de São Tomé e Príncipe. Ils et elles représentent une migration de "substitution" alors que les portugais.e.s émigrent vers le reste de l'Europe<sup>28</sup>. De nombreux accords bilatéraux sont signés entre le Portugal et ses anciennes colonies pour faire venir ces travailleur.euse.s. Mais elles ont vu leurs droits à la nationalité osciller considérablement entre les années 1970 et aujourd'hui. La décolonisation a entraîné une perte de la citoyenneté portugaise pour celles et ceux né.e.s dans les colonies. Seul.e.s celles et ceux résidant depuis au moins 1969 au Portugal, à Madère ou aux Açores ont pu maintenir leur citoyenneté

<sup>22</sup> CÂMARA MUNICIPAL DA AMADORA/Divisão de Informação Geográfica (2018). PLANO DIRETOR MUNICIPAL: estudos de caracterização e diagnóstico. Volume B.2 - demografia

<sup>23</sup> Voir les données publiées par le service des étrangers et des frontières ou SEF.

<sup>24</sup> Les Portugais ont quitté le Portugal pour d'autres régions de l'Empire mais aussi l'Amérique du Nord. Pendant la dictature de Salazar, l'Europe est devenue la destination principale de ces départs. Aujourd'hui, le Ministère des Affaires Etrangères estime que un.e Portugais.e sur cinq vit hors du Portugal. En ce sens, la situation semi-périphérique du Portugal continue de soutenir une émigration importante. Voir : Pires, R. P., Machado, F. L., Peixoto, J., & Vaz, M. J. (2010). Portugal: Atlas das migrações internacionais. *Lisboa: Tinta da China*. Góis, P., & Carlos Marques, J. (2020). Portuguese intra-EU migration. The dynamics of an ongoing migration process. *Ethnic and Racial Studies*, 43(14), 2551-2571.

<sup>25</sup> Pereira Ramos, M. (2005). Le Portugal: de l'émigration à l'immigration. *Santé, Société et Solidarité*, 4(1), 203-215.

<sup>26</sup> Guichard, F. (1979). Origine et réinstallation au Portugal des rapatriés d'Afrique. *Finisterra*, 14(28).

<sup>27</sup> Horta, A. P. B., & White, P. (2009). Post-colonial migration and citizenship regimes: a comparison of Portugal and the United Kingdom. *Revista Migrações*, 4, 33-57.

<sup>28</sup> Pereira Ramos, M. (2005). Le Portugal: de l'émigration à l'immigration. *Santé, Société et Solidarité*, 4(1), 203-215.



portugaise. Beaucoup d'entrées se sont ainsi faites illégalement, ou sont devenues illégales<sup>29</sup>. En 1981, la loi sur la nationalité 37/81 privilégie le droit du sang sur le droit du sol. Cette loi rend ainsi plus difficile la naturalisation, alors qu'elle facilite le retour de descendant.e.s portugais.es vivant à l'étranger. Comme l'indiquent Horta et White, "In the 1980s, official representations became increasingly tied to a conception of the nation as an imagined community of descent which transcended territorial boundaries".

La signature de l'adhésion du Portugal à l'espace européen en 1991 fut suivie des campagnes de régularisations en 1993 et 1996, officialisant l'arrivée d'immigré.e.s africain.e.s mais aussi brésilien.ne.s et asiatiques (chinois, pakistanais, indiens, etc.)<sup>30</sup> et ce pour s'aligner sur les normes migratoires européennes. Avec près la chute du Rideau de fer, le Portugal accueille des nouveaux.elle.s venu.e.s d'Europe de l'Est., et notamment d'Ukraine. Aujourd'hui, le Portugal compte plus de 660 000 immigré.e.s, les personnes issues du Brésil arrivant bien en tête.

Au début des années 2000, le Portugal instaure une loi sur l'immigration (D. L. no 4/2001) qui régule l'entrée, le séjour et l'expulsion des étranger.ère.s du territoire national, "ouvrant ainsi la voie à une 'politique d'ouverture régulée'"<sup>31</sup>. Quant à l'acquisition de la citoyenneté, la loi est régulièrement amendée jusqu'à 2020. La dernière version rétablit un équilibre entre droit du sang et droit du sol, en prévoyant qu'un.e enfant né de parents immigré.e.s résidant au moins un an au Portugal est portugais.e. Entre 2008 et 2019, le Portugal a octroyé la nationalité portugaise à environ 20 000 personnes chaque année.

Parmi les différentes strates migratoires qui contribuent à la densification d'Amadora, toutes ne sont pas identifiées ou identifiables de la même manière dans le Plan Municipal d'Intégration des Immigrés publié par la mairie. Au début de mon projet de recherche (voir encadré 1), je (me) pose donc la question : qui est une personne migrante aux yeux des institutions locales ? Il semble que deux définitions se superposent. D'une part, le document suit une définition plus classique, et promeut l'accueil des personnes étrangères résidant depuis peu au Portugal. A Amadora, dans le cadre des activités prévues par le PMII, deux centres locaux pour le soutien à l'intégration des migrant.e.s (CLAIM) travaillent plus spécifiquement avec les nouveaux.elle.s venu.e.s rencontrant des difficultés lors de leur demande de régularisation, ou en général, lors de leurs rencontres avec l'administration, la santé ou l'éducation au Portugal.

D'autre part, les personnes racisées, indépendamment de leur nationalité, sont une cible du PMII. Les associations qui participent aux activités listées par la mairie sont fondées au moment de l'arrivée des personnes des anciennes colonies ; ou ont pour publics des personnes des anciennes colonies et leurs enfants, indépendamment de leur statut. Les "personnes migrantes" identifiées par les partenaires municipaux et associatifs sont donc souvent résidentes à Amadora depuis... les années 1970. Mais cela ne concerne pas les personnes non racisées. Ainsi, une des représentantes d'association résidant dans le quartier d'Alto Cova da Moura est elle-même rapatriée. Mais, d'ascendance portugaise, elle n'est pas identifiée comme une migrante. Un assistant social interviewé est ainsi né au Mozambique de parents de Goa. A l'indépendance du Mozambique, sa famille a la nationalité portugaise (voir encadré 2). Il m'affirme que ses collègues, comme les habitant.e.s du quartier où il travaille à Amadora l'identifie comme portugais. En revanche, les personnes indiennes qui fréquentent l'association lui font remarquer leurs origines

<sup>29</sup> Horta, A. P. B., & White, P. (2009). Op. Cit.

<sup>30</sup> Pereira Ramos, M. (2005). Op. Cit.

<sup>31</sup> Pereira Ramos, M. (2005). Op. Cit.

communes : un atout dans son travail, assure-t-il. Lui n'est pas non plus identifié comme un migrant au regard du PMII.

### **Une inscription institutionnelle liée à de multiples ensembles migratoires**

Amadora s'inscrit dans de multiples ensembles migratoires : migrations internes dues à sa proximité avec Lisbonne ; mais aussi migrations internationales, au sein d'un ensemble « lusophone », incluant le Brésil et des pays qui constituaient d'anciens espaces coloniaux<sup>32</sup>, et plus récemment, réseaux de migrations de travail (Asie et Europe de l'Est).

Cette triple inscription a une portée institutionnelle. Amadora est membre du Réseau Portugais des Villes Interculturelles. La mairie d'Amadora participe également à plusieurs réseaux nationaux dédiés à l'immigration : le réseau des mairies amies des immigré.e.s et de la diversité (RMAD) et le réseau des centres locaux pour le soutien à l'intégration des migrant.e.s (CLAIM) (créés en partenariat avec le Haut-Commissariat pour les Migrations). Dans ce dernier cas, il existe deux CLAIM vers lesquels les personnes ayant besoin d'assistance pour leur dossier de régularisation peuvent se tourner à Amadora. Les personnes offrant cette assistance peuvent trouver des informations au travers du réseau de CLAIM. Mais elles ont aussi créé un groupe local semi-informel, le groupe de soutien à l'immigration, regroupant les deux CLAIM ainsi que les associations ACMJ et Pressley Ridge. Enfin, la mairie, au travers de son Conseil Local d'Action Social, est partenaire de la plateforme de soutien à la mise en œuvre du PMII, avec 10 autres organisations (les associations répertoriées dans l'encadré 3, ainsi que la Police et le Service des Étrangers et des Frontières).

Amadora participe localement à un projet politique d'envergure transnationale : celui de la construction d'une identité "lusophone", voire même d'une "citoyenneté lusophone"<sup>33</sup> basée sur des droits étendus pour les ressortissant.e.s des pays parlant portugais (ou PALOP). Pour certain.e.s, cette communauté lusophone n'est autre qu'une version du rêve luso-tropical - dont j'évoquerai les principes dans la dernière section -, un espace symbolique qui supporte une identité portugaise déterritorialisée<sup>34</sup>. Comment cela se traduit-il dans la ville ? Amadora est jumelée avec des villes d'Angola, du Brésil, du Cap Vert, du Timor Oriental et São Tomé e Príncipe. Elle participe également à un réseau portugais visant à valoriser ces jumelages. Le tissu associatif d'Amadora s'est développé en parallèle des migrations des anciens espaces coloniaux. Parmi les partenaires du plan, l'ACMJ, l'ASSACM, le centro social 6 de maio, l'AJPAS, l'AMCI, Pressley Ridge, Raizes sont des associations ayant été fondées ou travaillant directement dans des quartiers à forte présence africaine. Plusieurs de ces associations travaillent aussi sur des questions migratoires qui dépassent les communautés africaines établies depuis les années 1970, notamment sur les questions d'accueil des réfugié.e.s. Ainsi, l'AJPAS, le centro social 6 de maio ou les écoles João de Deus font partie de la Plateforme d'Accueil des Réfugiés (PAR) créée en 2015<sup>35</sup>.

<sup>32</sup> Góis, P., & Marques, J. C. (2009). Portugal as a semi-peripheral country in the global migration system. *International Migration*, 47(3), 21-50 ; Malheiros, J.M. (2005). 'International relations games: rethinking the position of Portugal in the global migratory archipel', in A. Barreto (Ed.), *Globalisation and Migration*, Imprensa de Ciências Sociais, Lisbon: 251-272 (in Portuguese).

<sup>33</sup> Horta, A. P. B., & White, P. (2009). Op. Cit.

<sup>34</sup> Horta, A. P. B., & White, P. (2009). Op. Cit.

<sup>35</sup> Celle-ci regroupe 350 organisations au total, dont deux municipalités (Matosinhos et Salvaterra de Magos) et une communauté de communes (Alvarenga) mais aussi des associations locales ou des diocèses.

<b>Encadré 3 : principales associations réalisant des activités ciblant les personnes immigrées</b>		
Associação Cultural do Moinho da Juventude ou ACMJ	Fondée en 1984 par un petit groupe de resident.e.s présidé par Eduardo Pontes (un açorien) et sa partenaire, une psychologue belge quartier : Alto da Cova da Moura	Assistance juridique, psychologique, sociale, à l'emploi et au logement Crèche Soutien scolaire Activités culturelles et sportives Alphabétisation Formation professionnelle Entreprenariat
Associação do Alto da Cova da Moura ou ASSACM	Fondée en 1981 par des rapatrié.e.s et des résident.e.s du Cap Vert et d'Angola quartier : Alto da Cova da Moura	Gestion d'un CLAIM : service d'assistance à la régularisation Assistance juridique, psychologique et sociale Activités sportives gratuites Soutien scolaire Paniers repas
Centro social 6 de maio	Fondée en 1976 par Sœur Deolinda Rodrigues pour le soutien à la population capverdienne du quartier quartier : 6 de maio, venda nova	Crèche et maternelle Soutien scolaire Alphabétisation, cours d'informatique Service d'assistance : régularisation, logement, emploi, bureaucratie, santé, paniers repas
Associação de Intervenção Comunitária, Desenvolvimento Social e de Saúde ou AJPAS	Fondée en 1993 par quartier : casal da Mira	Gestion d'un CLAIM Aide juridique Santé Santé des femmes (mutilation) Groupe de soutien de pairs Crèche
Associação Multicultural Islâmica ou AMCI	Fondée en 2009 par des immigrés de Guinée Conakry quartier : bairro da mina	Gestion de la mosquée Portugais langue étrangère et informatique pour adultes Soutien scolaire et apprentissage de l'arabe
Associação Pressley Ridge	Fondée en 1988 par la psychologue Kathia Almae quartier : casal da Mira	Protection de l'enfance Groupe de femmes
Associação Raizes	Fondée en 2011 quartier : casal da Mira	Enfance et jeunesse Soutien scolaire Activités extra-scolaires

Enfin, et c'est ce qui m'intéresse plus particulièrement, Amadora se tourne aussi vers l'Europe. Comme mentionné ci-dessus, elle fait partie depuis 2011 du réseau des Villes Interculturelles et a dirigé deux réseaux URBACT, dont je décris les activités ci-après.

Les liens entre Amadora et les institutions européennes ne s'arrêtent pas aux réseaux : les financements européens sont partout. Le PMII lui-même est financé par le Fond Social Européen par l'intermédiaire de l'ACM. L'association emblématique ACMJ a largement contourné la mairie pour aller chercher des financements, des projets, des pratiques et des

modèles en Europe<sup>36</sup>. Mais les autres associations dont j'ai rencontré un.e représentant.e, que ce soit centro social 6 de maio, Pressley Ridge, Raizes, ASSACM ou AJPAS, toutes reçoivent des fonds européens soit directement, soit par l'intermédiaire de l'ACM. Cette dépendance des financements communautaires s'explique en partie du fait qu'Amadora est une ville pauvre, avec peu de fonds propres. L'État portugais n'a pas non plus les moyens de financer ces projets décentralisés en lieu des villes.

### **Effet de la situation péri-urbaine d'Amadora**

Amadora est une ville péri-urbaine pauvre, dont le développement est dû à la proximité de Lisbonne. Il est donc indispensable de l'étudier en relation avec la région métropolitaine (et avec les relations transnationales que ses résident.e.s et institutions entretiennent)<sup>37</sup>. Les Portugais.e.s des zones rurales ou de Lisbonne, puis plus tard celles et ceux arrivant des anciens espaces coloniaux, vont construire des "barracas" aux abords des voies rapides et de la ligne de train. Comme on l'a vu, la modernisation des transports est cruciale pour l'expansion de la ville. Mais la forte croissance démographique des années 1960 et 1970, conjuguée à une politique de la ville quasi inexistante, crée aussi une dépendance à Lisbonne pour les services. Amadora est donc qualifiée de ville-dortoir (*dormitorio*), une catégorie mobilisée par les journalistes dès les années 1960, avec surreprésentation des ouvrier.e.s et employé.e.s peu qualifié.e.s.<sup>38</sup> La notion de périphérie n'est pas seulement physique, mais aussi symbolique et sociale<sup>39</sup>.

Alves montre que cette distance symbolique opère dès les années 1990 avec une "hyper visibilité médiatique" des quartiers de constructions informelles, dès lors associés à l'immigration<sup>40</sup>. C'est l'année du PER (1993) et celle des régularisations extraordinaires de personnes migrantes (1992-1993). Le PER devient alors un projet étatique<sup>41</sup> et urbain qui vise à rendre invisible et "retracer la ligne de la couleur"<sup>42</sup> : il permet de reloger plus loin, dans des lieux moins visibles, des "corps urbains racialisés, compris comme pollués", ce qu'Alves suggère être une "reterritorialisation contemporaine des relations coloniales"<sup>43</sup>. Raposo montre alors que cet imaginaire associe les "quartiers" avec "négritude-pauvreté-délinquance"<sup>44</sup>.

C'est à cet imaginaire que le projet URBACT *Rumourless cities*, dirigé par la mairie d'Amadora entend s'attaquer. Les principales activités de ce réseau - qualifié de réseau de transferts selon la terminologie d'URBACT- sont des activités de communication,

<sup>36</sup> Horta, A. P. B. (2008). Transnational networks and the local politics of migrant grassroots organizing in post-colonial Portugal.

<sup>37</sup> Rauchle, C., van Breugel, I., Schmitz, A., Desille, A., Triviño, J-C. (à paraître). Negotiating migration in cities: a relational comparative perspective. *Journal of Migration Studies* (Osnabruck).

<sup>38</sup> Silva Nunes, J. P. (2007). Os dormitórios de Lisboa: discursos técnicos e imagens na Imprensa (1959-1974). *Ler História*, (52), 73-91 ; Nunes, J. P. S. (2012). CRESCIMENTO URBANO E EXPERIÊNCIA SUBURBANA EM LISBOA-O CASO DA AMADORA (1960-1974). *CRÍTICA E SOCIEDADE*, 2(2), 1-21.

<sup>39</sup> Silva Nunes, J. P. (2007). Op. Cit.

<sup>40</sup> Alves, A. R. L. (2013). *Para uma compreensão da segregação residencial: o plano especial de realojamento e o (anti-racismo)*(Doctoral dissertation, Faculdade de Ciências Sociais e Humanas, Universidade Nova de Lisboa) ; Raposo, O., & Varela, P. (2017). Op. Cit.

<sup>41</sup> Raposo, O., & Varela, P. (2017). Op. Cit.

<sup>42</sup> Alves, A. R. L. (2013). Op. Cit.

<sup>43</sup> Alves, A. R. L. (2013). Op. Cit. ; Alves, A. R. (2019). Op. Cit.

<sup>44</sup> Raposo, O., & Varela, P. (2017). Op. Cit.

notamment des vidéos réalisées par des jeunes d'Amadora afin de déconstruire les stéréotypes.

Pourtant, on peut s'interroger sur les intentions réelles de la mairie, alors que le centre d'Amadora, celui desservi par le train et où se trouvent les anciens quartiers informels, est la cible depuis une quinzaine d'années d'un processus de gentrification. Les prix des logements ne cessent de grimper, ce qui exerce un effet repoussoir pour les nouveaux venus qui ne peuvent plus se loger à Amadora. Le PMII prévoyait également en 2018 l'accueil de plusieurs familles réfugiées. Mais une employée municipale m'affirme que ce projet est compliqué, puisque ces familles ne peuvent se permettre de rester une fois les aides terminées. Est-ce seulement le résultat de la proximité de Lisbonne ? Ou bien de politiques de la ville qui rendent invisibles les populations africaines établies ou récentes (ou comme le PER l'a démontré, les ségréguent) ?

### **Portugal et Amadora : entre élèves modèles et tabou colonial**

En dépit des images associées à Amadora - tant au niveau médiatique, politique ou même à celui des travaux scientifiques produits sur la ville -, on ne peut nier les efforts déployés par la mairie pour mettre en place une politique d'immigration, former ses technicien.ne.s, faire se rencontrer les acteurs.trices associatif.ve.s, et attirer des financements. En ce sens, Amadora suit le mouvement national : le Portugal est en haut du palmarès MIPEX<sup>45</sup> en Europe, et affiche "a supposedly conflict-free, multicultural, and multiracial image of *Portugalidade*"<sup>46</sup>. Une image de tolérance qui "invisibilise l'Etat Racial moderne"<sup>47</sup>. Domingos reprend ainsi les résultats du Programme international d'enquêtes sociales de 2003, qui révèle que la fierté des Portugais provient majoritairement de l'histoire de leur pays (91,9% des réponses). Domingos affirme alors : "Si l'on prend en compte la place de l'empire dans la production de l'identité nationale, ces résultats suggèrent la propagation d'un récit héroïque de l'histoire du Portugal, récit qui a survécu à la fin de la dictature de l'*Estado Novo*"<sup>48</sup>.

On note bien une persistance de l'idéologie du "luso-tropicalisme". Dans un entretien avec la sociologue Bastos, celle-ci nous explique : "Le luso-tropicalisme est une doctrine adoptée par le régime de Salazar qui affirmait que les Portugais n'avaient jamais pratiqué de racisme. Elle s'appuyait sur les idées du sociologue brésilien Gilberto Freyre qui avançait que la nature créolisée des Portugais induisait de fait une interaction moins violente (dite moins raciste) avec les peuples des tropiques que ce qui avait cours avec les autres Européens. L'idée a tellement circulé par les moyens d'information du régime salazariste et dans les écoles qu'il y a des gens, jusqu'à aujourd'hui, qui croient que les Portugais.es sont moins racistes que les autres colonisateur.trice.s"<sup>49</sup>. Les conséquences de la pérennité de cette doctrine pour l'ouverture d'un débat public sur le racisme sont nombreuses. Comme l'affirment Raposo et ses collègues, "Le lusotropicalisme, aujourd'hui partie intégrante des

<sup>45</sup> *Migrant Integration Policy Index*, un instrument de mesure des politiques d'intégration de 52 pays, élaborés par un ensemble d'institutions dont le CIDOB ou le MPG. Voir le site : [www.mipex.eu](http://www.mipex.eu)

<sup>46</sup> Garrido Castellano, C., & Raposo, O. (2020). Bottom-up creativity and insurgent citizenship in "Afro Lisboa": Racial difference and cultural commodification in Portugal. *Cultural Dynamics*, 32(4), 328-351.

<sup>47</sup> Alves, A. R. L. (2019). Op. Cit.

<sup>48</sup> Domingos, N., & Pereira, V. (2016). Les reconfigurations de la mémoire du colonialisme portugais: récit et esthétisation de l'histoire. *Histoire@ Politique*, (2), 41-59.

<sup>49</sup> Bastos, C., Le Petitcorps, C., & Desille, A. (2020). «La couleur du travail»: une anthropologie historique de la fabrique de la race dans la plantation. *Migrations Societe*, (4), 113-126.

représentations du passé de la nation (Castelo, 1998; Vale de Almeida, 2006), est un des obstacles majeurs à l'ouverture d'un débat sur le racisme au Portugal<sup>50</sup>. De nombreux rapports établis par le Working Group of Experts on People of African Descent en 2012, la European Commission against Racism and Intolerance (ECRI, 2013, 2018), le European Network Against Racism (ENAR, 2015) et Amnesty International (2018) sonnent l'alarme concernant le racisme au Portugal<sup>51</sup>. Plus récemment, le Portugal a été classé parmi les pays où les violences policières sont les plus sévères, les populations noires et immigrées étant les plus touchées (Council of Europe, 2017). Au moins douze jeunes noirs sont morts ces dernières années de violence policière<sup>52</sup>. La politique migratoire du Portugal elle-même est touchée par le racisme institutionnel<sup>53</sup> : suite à des violences policières ayant mené au décès d'une personne migrante ukrainienne détenue à l'aéroport, le Service des Étrangers et des Frontières a été dissous en avril 2021 pour faire place à un service administratif d'une part, et un service de police des frontières de l'autre<sup>54</sup>. Les travaux de Araújo et Maeso<sup>55</sup> voient alors le racisme au Portugal comme un phénomène individuel et exceptionnel, plutôt qu'un héritage pesant du passé colonial du pays et de ses institutions.

C'est dans ce contexte pour le moins ambivalent qu'intervient la municipalité d'Amadora. Avec le réseau URBACT *rumourless cities*, sept villes s'attaquent donc aux stéréotypes qui visent les populations migrantes résidentes, pour mieux promouvoir la diversité et l'interculturalité. Ainsi, en mai 2021, à l'occasion de la semaine de la diversité culturelle, la mairie organise des sessions en ligne ouvertes au public, dont une session de clôture du programme URBACT à laquelle j'ai assistée. La mairesse Carla Tavares ouvre l'événement en resituant bien le travail du réseau alors que les rassemblements *Black Lives Matter* (qui ont également eu lieu au Portugal<sup>56</sup>) ont pris de l'ampleur depuis 2020.

Dans le guide d'entretien que j'ai élaboré, je demande aux acteurs.trices locaux.ales si la participation à des réseaux européens a eu un impact sur leur travail, et notamment sur la façon dont on aborde la question de l'accueil des immigré.e.s d'une part, et du soutien aux minorités d'autre part. La présidente d'une association me répond qu'avec l'adoption de concepts tels que diversité ou interculturalité, "on a compris qu'il fallait considérer les immigrés comme une richesse". Il s'agit donc bien ici de politiques qui circulent d'une ville à l'autre, puisqu'on retrouve cette définition dans de nombreux travaux sur les politiques locales en Europe - une vision positive, individualiste et économique de la différence (ethnique notamment, mais pas seulement), qui, dans le contexte néolibéral, permet de profiter de la contribution des personnes migrantes ou minoritaires sans se préoccuper des conditions structurelles menant aux exclusions<sup>57</sup>.

<sup>50</sup> Raposo, O., Alves, A. R., Varela, P., & Roldão, C. (2019). Op. Cit.

<sup>51</sup> Ibid.

<sup>52</sup> Ibid.

<sup>53</sup> Dunezat, X. et Gourdeau, C. (2016). Le racisme institutionnel: un concept polyphonique, *Migrations Société*, n°1, pp. 13-32.

<sup>54</sup> <https://lisbonproject.org/from-the-sef-to-the-sea-the-restructuring-of-the-immigration-service-in-portugal-in-en-fr-ar/>

<sup>55</sup> Araújo, Marta; Maeso, Silvia R. (2016), *Os Contornos do Eurocentrismo - Raça, história e textos políticos*. Coimbra: Almedina.

<sup>56</sup> <https://migrural.hypotheses.org/1039>

<sup>57</sup> Desille, A. (2019). Le paradoxe de la diversité: développement économique et stratification sociale dans les villes de développement en Israël. *SociologieS*; Doytcheva, M. (2019). Politiques de la diversité: perspectives transnationales. Introduction au Dossier. *SociologieS*; Schiller, M. (2016). *European cities, municipal organizations and diversity: The new politics of difference*. Springer.

Les concepts de diversité ou d'interculturalité mettent aussi l'accent sur la participation des immigré.e.s dans la société d'accueil. C'est aussi le cas à Amadora. Il ne s'agit pas seulement de parler d'une ouverture de la ville à la différence, mais aussi de devoirs des personnes migrantes résidentes à Amadora. La mairesse signe l'édito du "Welcoming Guide for the Migrant Population of Amadora", disponible en portugais et en anglais<sup>58</sup>, ainsi : "The document also includes some basic rules of social coexistence, which are fundamental for proper integration into the host community." La quatrième partie de ce document mis à la disposition des nouveaux.elles arrivant.e.s s'intitule : "Civil Participation / Good Social Living".

Quelle est alors l'impact des actions des réseaux européens d'appui aux luttes anti-racistes ? On l'a vu, une majorité des personnes ciblées par le PMII sont de fait des personnes racisées, plutôt que des nouveaux.elles résident.e.s. Après ces premiers mois de recherche, il semble que la participation à ces réseaux participe plutôt d'une politique symbolique. La mairie déploie plutôt des activités visant à promouvoir son image, plutôt que des activités générant des transformations – comme une représentativité des populations minoritaires, et un accès facilité aux services et ressources publics<sup>59</sup>. Le réseau URBACT, quant à lui, finance plutôt des activités de communication, et de transferts de compétences. Dans ce dernier cas, les apprentissages liés au partage de méthodologies de travail (participation à des actions de formation à l'étranger, échanges et transferts de compétences) ne remettent pas en cause les causes structurelles. Il s'agit de former des technicien.ne.s dans les associations ou à la mairie, qui font un travail social, ou administratif. En ce sens, il n'y a pas de mélange avec des actions plus militantes, et pas de remise en cause du statu quo.

Ainsi, que ce soit à la mairie, au centre social 6 de maio, à Raizes, Pressley Ridge, ou l'ASSACM, je rencontre des personnes blanches. Une des chercheuses rencontrées m'affirme que le travail se fait sans les personnes migrantes. Ainsi, me dit-elle, lors de son discours d'investiture, la mairesse Carla Tavares met l'accent sur son moto "Amadora pour tous", alors que tou.te. sont blanc.he.s dans l'assemblée. Comme l'affirme Gorjão Henriques<sup>60</sup>:

"The fact that nowadays there is no correspondence between the number of black persons we see in the streets and black persons occupying positions of leadership in society is surprising to say the least. The lack of representativeness of a significant segment of the Portuguese society—a segment that is simultaneously used by some official entities as banner of its population's cosmopolitanism—evidences a system that discriminates by skin color".

Un travailleur social à AJPAS me dit ainsi que le PMII aurait dû se faire avec des personnes migrantes. Mais le "processus participatif", obligatoire dans le cadre d'un PMII, s'est fait sans elles, et seulement avec les partenaires publics et associatifs (police, service des étrangers et des frontières, mairie, associations, écoles et centres de santé).

<sup>58</sup> [https://www.cm-amadora.pt/images/INTERVENCAO\\_SOCIAL/INTERCULTURALIDADE/PDF/guia\\_acolhimento\\_jun2020.pdf](https://www.cm-amadora.pt/images/INTERVENCAO_SOCIAL/INTERCULTURALIDADE/PDF/guia_acolhimento_jun2020.pdf)

<sup>59</sup> Si je regarde les résultats du Intercultural Cities Index, datant du 10 août 2011, Amadora affiche un bon résultat pour les activités liées aux catégories *international outlook* ou *intercultural lens*. Mais récolte peu de points lorsqu'il s'agit des catégories *governance*, *mediation* et *language*

<sup>60</sup> Henriques, J. G., & Jeronimo, M. B. (2016). *Racismo em Portugal: o lado esquerdo do colonialismo*. Tinta-da-China.

## Conclusion

La ville d'Amadora, étant donné sa proximité avec la capitale portugaise, est donc devenue en un siècle un espace d'accueil incontournable. Si l'immigration a ralenti ces dernières années, notamment à cause de la flambée des prix du logement, Amadora est encore le lieu de résidence d'une quinzaine de milliers de personnes étrangères. L'hétérogénéité de sa population, corollaire de l'histoire migratoire du Portugal, est saisie par les institutions publiques pour promouvoir une image de diversité, tant au niveau du marketing de la ville, que de la participation d'Amadora à des activités translocales européennes comme notamment la participation à des réseaux de villes.

Les premiers résultats de la recherche que je mène dans le cadre du programme Localacc semblent donc corroborer l'hypothèse d'une circulation de concepts tels que l'interculturalité ou la diversité au travers de ces réseaux, et de méthodologies de travail associées. Plus particulièrement, l'accent est mis sur des actions de communication (d'où le titre de marketing urbain), actions symboliques qui impactent plus l'imaginaire de la ville que ses structures et infrastructures.

Personnels de la mairie ou des associations locales travaillent donc de concert avec l'aide de guides émis par l'ACM, de transferts de "bonnes pratiques", d'actions de formation ou de visites vers d'autres villes partenaires - un ensemble qui tend à uniformiser les réponses, et à balayer les contextes locaux et nationaux. Cet effacement paradoxal du local peut-être une façon d'éviter d'aborder les problèmes structurels du racisme et de l'héritage colonial ?

Et si Amadora décidait de se confronter à ces problèmes plus profonds, en aurait-elle seulement les moyens ? Le peu de ressources de la ville, dans un pays semi-périphérique aux finances publiques fragiles (et fragilisées par la crise sanitaire qui a débuté en mars 2020), lui laisse peu de marge de manœuvre. C'est pourquoi il semble important de comprendre la politique d'accueil de cette ville péri-urbaine pauvre, et les gains d'une participation à des réseaux européens.